

**Lutte pour le Changement**  
**Mouvement citoyen non-partisan & non-violent**  
**des jeunes de la République Démocratique du Congo**  
Tel.: +243 974233390  
Email: [lucha.rdc@gmail.com](mailto:lucha.rdc@gmail.com) / [info@luchacongo.org](mailto:info@luchacongo.org)  
Page Facebook : [www.facebook.com/lucha.rdcngo](http://www.facebook.com/lucha.rdcngo)  
Twitter: [@luchaRDC](https://twitter.com/luchaRDC) / Skype: [lucha.rdc](https://www.skype.com/name/lucha.rdc)  
[www.luchacongo.org](http://www.luchacongo.org)

## **Fatshimetrie : 100 jours de Felix Tshisekedi : peut mieux faire !**

### **1. Introduction**

24 janvier – 5 mai 2019 : 100 jours viennent de s'écouler depuis l'investiture de Félix Tshisekedi comme président de la République. Les Congolais ont placé beaucoup d'attentes dans le successeur de Joseph Kabila, en dépit des graves cafouillages ayant entaché sa proclamation comme vainqueur de l'élection. Ils sont très exigeants et très impatients de voir le changement, et ils ont raison ! 100 jours c'est peu pour évaluer objectivement l'action d'une nouvelle administration. Mais c'est suffisant pour juger de l'existence ou non des signes d'une véritable rupture, et de l'élan pris ou non pour réaliser les attentes les plus importantes de la population. Cela est d'autant plus vrai dans le contexte Congolais, où Tshisekedi est arrivé au pouvoir après 18 années d'un régime criminel, prédateur et médiocre à tous points de vue. Les premières décisions, les premières nominations, les premières prises de position etc. du nouveau Chef de l'État en disent long sur sa volonté et son style de gouvernance. C'est dans cet esprit que nous avons évalué les 100 premiers jours de Félix Tshisekedi à la tête de la RDC. Nous avons lancé dès le lendemain de son investiture la « Fatshimetrie », un baromètre pour mesurer l'action du nouveau président, dans le cadre de participation et du contrôle citoyens. Il s'agit de suivre et évaluer les engagements du nouveau président (redevabilité), mais aussi de formuler des propositions constructives. C'est un bilan non complaisant, mais dont le but principal est moins de blâmer que de susciter des correctifs dans l'action du nouveau président. Car au-delà des querelles politiciennes, en tant que citoyens nous souhaitons plus que tout que le Congo réussisse. Qu'au cours des prochaines cinq années, les Congolais retrouvent la paix et la sécurité ; qu'ils retrouvent la confiance dans leurs institutions ; que leur situation économique et sociale s'améliore de façon remarquable ; que le Congo retrouve sa place et son honneur dans le concert des nations.

Ce bulletin ne saurait constituer un bilan exhaustif. Il s'attarde sur les décisions, les actions ou les absences de décision ou d'action les plus importantes soit dans leur nature, soit dans leur portée symbolique.

## 2. Méthodologie du travail.

Dans le cadre de ce bulletin, nous avons utilisé la méthodologie discursive, documentaire, et l'observation participante. Les sources médiatiques et les réseaux sociaux ont été analysées afin de dégager une évaluation et un contrôle objectifs.

L'observation participante des décisions, actions, discours, déplacements, nominations, et réactions ou non à différents événements survenus en RDC (qu'ils soient d'ordre social, économique, politique ou sécuritaire) nous a permis d'apprécier les actions posées étant donné que nous sommes acteurs et citoyens bénéficiaires des probables changements. Cela a été ensuite confronté aux engagements pris par Félix Tshisekedi et son allié Vital Kamerhe durant la campagne électorale, mais aussi et surtout leurs programmes politiques.

Ce bulletin n'évalue pas spécifiquement le programme d'urgence dit « de 100 jours » lancé officiellement le 2 mars 2019 à Kinshasa.

### 3. Les axes d'analyse de cette fatshimetric

Cette analyse citoyenne qui fonde ce suivi et contrôle, sera portée et axée sur quelques plans dont :

- La Politique, les institutions et diplomatique,
- La situation sociale ;
- Les Droits humains, la justice et la lutte contre l'impunité,
- La Sécurité ;
- L'économique et l'environnemental ;

Le tableau ci-après résume les aspects positifs et négatifs de ces 100 jours du président :

Domaine/secteur	Positif	Négatif
Politique, institution et diplomatique	<p>Libération des prisonniers d'opinions et politiques ; ouverture progressive de l'espace politique avec la tenue des meetings de LAMUKA et des diverses manifestations des travailleurs et des mouvements citoyens dont LUCHA.</p> <p>Relance de la diplomatie avec les autres pays et institutions régionales et internationales ;</p> <p>Prises de la parole plus régulière à travers les médias,</p> <p>Limogeage de Kalev, et changement de certains responsables d'établissements publics,</p>	<p>Admission d'un deal opaque avec Kabila, contenu inconnu, décisions populistes et inefficaces (exemple : suspension de l'installation du sénat),</p> <p>Composition d'un cabinet pléthorique (comme pour récompenser et non rechercher l'efficacité) et sans respect de la parité ;</p> <p>Absence d'un gouvernement,</p> <p>Impunité pour les auteurs des crimes graves et des violations des droits humains, promotion de certains dont Kakiak (ANR), Kibelezi, ...</p> <p>Déclaration de patrimoine non rendue publique et non étendue aux autres membres de son cabinet et autres fonctionnaires,</p>
Situation sociale	<p>Lancement de certains travaux à impact économique et social rapide (routes, ponts...),</p> <p>Contact direct avec le peuple, quoique tardif</p>	<p>Non prise en charge effective des combattants qui rendent massivement les armes à l'Est et au Kasai avec le risque de remobilisation,</p>

	<p>(Lubumbashi, Goma, Beni, Kalehe), participation à la journée de presse, rencontre avec les médecins, audience avec des leaders des femmes, contacts avec la diaspora lors de tous ses déplacements à l'extérieur, Face à l'épidémie à Virus Ébola qui sème la terreur au nord Kivu et en Ituri, une commission d'experts pour l'état des lieux de la riposte contre cette maladie a été instituée.</p>	<p>Lenteur inacceptable dans la réponse à la situation de Yumbi pour aider au retour des réfugiés et à la cohabitation pacifique ;</p>
<p>Les Droits humains, la justice et la lutte contre l'impunité</p>	<p>Ouverture de l'espace politique, Tenue des manifestations à caractère citoyenne et politique ; Poursuite judiciaire contre les auteurs de tueries des étudiants à l'université de Lubumbashi ;</p>	<p>Impunité des militants UDPS responsables de casses et attaques au Kasai et Kinshasa lors de la saga des sénatoriales ; Volonté affichée d'assurer l'impunité à Kabila et ses compagnons au nom d'une prétendue réconciliation ; Répression des 7 manifestations de LUCHA ; Dérapages des certains agents de la police lors d'encadrement des manifestations ;</p>
<p>La sécurité</p>	<p>Les engagements pour mettre fin aux massacres sont renouvelés par le président ; Les mesures sécuritaires prises pour mettre fin à l'insécurité à Lubumbashi,</p>	<p>Les massacres à Beni ont continué et les attaques violentes entre les FARDC et les groupe armés ADF et mai-mai ; Kidnappings et tueries massives des habitants à Goma, et insécurité grandissante à Lubumbashi, et l'activisme des groupes armés dans nombreux territoires à l'Est, Les attaques de équipes de</p>

		riposte contre l'épidémie d'Ébola ;
Économique, financier et l'environnemental	Ouverture de l'espace économique aux investisseurs étrangers notamment la compagnie d'aviation Rwandair ; Présentation des potentialités économiques du pays au CEO à Kigali et aux États-Unis lors de la visite de travail ; Participation du président au sommet sur le climat à Nairobi pour valoir les enjeux et intérêts de la RDC sur la lutte contre le changement climatique,	Dépassement budgétaire de la présidence avec 120% ; Dépenses inconsidérées (rapatriement et mausolée Etienne Tshisekedi, funérailles de Simaro, etc. ; Autorisation accordée à Rwandair lance une concurrence avec les compagnies congolaises sur les lignes à destination de l'Est du pays. La différence entre le prix de billet aller-retour est remarquable.

#### 4. Conclusion et propositions

"Le bilan de ces 100 jours est donc encourageant", cependant des efforts supplémentaires devraient être consentis. Il y a eu des signes positifs, principalement en ce qui concerne la réouverture de l'espace civique et d'un dialogue entre l'institution président de la république et les citoyens, mais avec un peu plus de volonté et de vision, Félix Tshisekedi aurait pu mieux faire dans le sens de poser les bases d'un mandat de rupture. L'urgence de répondre aux besoins des citoyens et de renforcer l'État doit aller de pair avec le respect de la constitution et des lois du pays. Comme le respect des droits humains doit aller de pair avec la nécessité de juger les auteurs des crimes passés, à commencer par Kabila lui-même, sa famille, ses collaborateurs, les responsables de la CENI... La vraie réconciliation exige la vérité, la justice et les réparations pour les victimes.

Félix Tshisekedi doit comprendre que son premier patron c'est le peuple Congolais. C'est ce peuple qu'il faut satisfaire, quitte à briser le "deal" opaque qui le lie à Kabila. C'est ce peuple dont il faut craindre l'impatience et la révolte au cas où ses attentes ne sont pas satisfaites. La satisfaction du peuple congolais doit devenir sa première et sa seule obsession. Nous l'encourageons notamment :

- A s'assurer que tous les membres de son cabinet, les membres du nouveau bureau de l'assemblée nationale, les nouveaux gouverneurs, les futurs membres du gouvernement, les hauts responsables de l'armée... déclarent leurs patrimoines conformément à la constitution et au code de conduite de l'agent

public de l'État, et qu'une politique de tolérance zéro pour la corruption cesse de devenir un simple discours pour être appliqué rigoureusement ;

- Mettre rapidement en œuvre un programme cohérent de démobilisation, désarmement et réinsertion des combattants qui quittent les groupes armés, et interdire strictement leur admission dans l'armée et la police nationales ;
- Mettre rapidement en œuvre la réponse multisectorielle à l'épidémie d'Ébola, avec des moyens conséquents ;
- Commanditer rapidement l'audit indépendant de la gestion financière et de la gestion des personnels de toutes les institutions, les établissements publics, entreprises publiques, et les administrations publiques au niveau national et provincial ;
- Nommer rapidement un (une) premier (re) ministre compétent (e), intègre et expérimenté (e), qui n'ait pas participé directement ou indirectement à la prédation du pays avec les régimes précédents, et veiller à ce que le futur gouvernement soit également un gouvernement technocrate, réduit, paritaire et sans la présence de personnes soupçonnées de corruption, de violations de droits humains ou d'autres crimes ;
- Initier une gouvernance basée sur la performance, avec la signature de contrats de performance et leur évaluation régulière (au moins deux fois par an) avec tous les responsables gouvernementaux, de la base au sommet ;
- Initier des états généraux dans les secteurs clés de la vie nationale (sécurité, éducation, santé, infrastructure, environnement, industrie, agriculture, élevage, services financiers...) en vue de dégager des actions à court, moyen et long terme pour son administration, et les mettre effectivement en œuvre avec la complicité des acteurs concernés ;

Fait à Kinshasa, le 06 mai 2019 ;  
Pour la LUCHA,

La cellule de communication ;